

Communiqué



Alliance de la Fonction publique du Canada | Représentant 160 000 travailleurs et travailleuses

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 12 juin 2007

C'est le moment de stopper la vente d'immeubles du gouvernement fédéral

OTTAWA – C'est aujourd'hui la dernière journée pour soumettre des offres d'achat pour neuf immeubles de premier ordre dans des marchés en effervescence du Canada. Ce bazarage est mauvais pour la population canadienne. Il peut être stoppé et doit l'être, selon l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC).

Le gouvernement conservateur cherche à vendre des immeubles du gouvernement fédéral et s'engage à les louer pendant 25 ans.

« Les Conservateurs sont disposés à échanger un gain à court terme contre un fardeau fiscal à long terme », déclare le président national de l'AFPC, John Gordon. « Le loyer pour la durée du bail des immeubles atteindra le double de leur prix de vente. »

Le gouvernement garantit la location intégrale de l'espace des immeubles pendant 25 ans. « Où est la motivation de trouver des locataires au Skyline Complex à Ottawa, dont seulement 10 % de l'espace est occupé, lorsque les contribuables paient la note? » s'interroge John Gordon.

Quelle bonne affaire pour le soumissionnaire retenu si la vente se concrétise! Au bout de 25 ans, il aura récupéré son investissement et davantage en louant les locaux. Il n'aura rien déboursé pour l'entretien dont est responsable le gouvernement fédéral et il sera propriétaire d'immeubles et de terrains de grande valeur à Vancouver, Calgary, Edmonton, Toronto, Ottawa et Montréal. Au bout de 25 ans, le gouvernement aura dépensé beaucoup plus qu'il n'aura reçu et se retrouvera devant rien.

Selon l'AFPC, c'est une affaire tellement mauvaise qu'il n'est pas étonnant que tout se fasse sous un voile de mystère. Tous les documents sont confidentiels. Le prix demandé est un secret bien gardé. L'identité de la troisième partie invitée à se prononcer sur l'équité de la vente n'a pas été révélée. Bien des questions demeurent sans réponse, entre autres, pourquoi les banquiers ayant recommandé la vente agissent-ils en tant qu'agents immobiliers du gouvernement?

Le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes, qui n'a pas obtenu de réponse, a demandé au gouvernement de décréter un moratoire sur la vente des immeubles en question jusqu'à ce qu'il reçoive les études de l'impact et l'information pertinentes.

« Les Conservateurs continuent d'insulter les Canadiennes et les Canadiens et d'utiliser à mauvais escient le processus du Comité parlementaire en refusant de donner l'heure juste sur la vente de ces immeubles et la location qui suivra », déclare le président national de l'AFPC. « Ils refusent d'entendre quiconque remet leur plan en question. »

L'AFPC exige plus qu'un moratoire. « Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mauvaise affaire pour la population canadienne et nous pressons le gouvernement conservateur de stopper cette vente une fois pour toutes », poursuit John Gordon. « Les Canadiennes et les Canadiens ne seront pas bien servis par cette vente. Il est plus sensé sur le plan économique de demeurer propriétaire et de préserver et de protéger les biens publics. »

- 30 -

Renseignements : Louise Laporte, Communications, AFPC
613-558-4975

21-120607